
Texte alternatif

URGENCE DE COMMUNISME

Ensemble pour des victoires populaires

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	40
Introduction	40
Six axes de travail pour l'initiative communiste	42
1 Investir toutes les urgences, pour la mise en mouvement transformatrice du peuple	42
2 Le nouveau projet communiste, un espoir au présent	43
La question centrale d'une nouvelle alternative au capitalisme	43
Une nouvelle économie : la démocratie contre le marché capitaliste	43
Une démocratie étendue et continue	44
Pour le climat et la biodiversité, une écologie radicalement sociale	44
Libérer et démocratiser le travail	45
La révolution féministe, dimension décisive du combat émancipateur	45
Laïcité et égalité, un seul et même combat	45
3 Réhausser notre action internationale, pour la paix et la sécurité humaine globale	46
La fraternité humaine contre toutes les stigmatisations	46
Des menaces nouvelles émergent	46
Un monde nouveau d'interdépendances	47
Bâtir un monde de paix	47
4 Face à l'extrême-droite, faire gagner une nouvelle majorité de gauche en France	48
Les luttes sociales ouvrent de nouvelles perspectives	48
L'urgence d'union populaire, pour une perspective progressiste majoritaire	49
Quelle conception du rassemblement ?	49
Démocratiser la Nupes pour une dynamique populaire majoritaire	49
Est-ce que cela se fera au détriment des partis politiques et du PCF ?	49
5 2023-2027 : une stratégie communiste claire pour des victoires dans les urnes	50
6 Le parti de l'initiative communiste	51

RÉSUMÉ

URGENCE DE COMMUNISME Ensemble pour des victoires populaires

La planète est en danger et l'avenir des jeunes générations hypothéqué. Pour la première fois dans l'histoire, un mode de production, le capitalisme mondialisé, menace à brève échéance l'existence de notre espèce. De grandes mobilisations contestent le système et peuvent réactualiser la question du communisme, comme issue positive à la crise de civilisation.

Il y a urgence car une dangereuse course de vitesse est engagée avec les forces réactionnaires capitalistes. Elles sont tentées par l'autoritarisme, les droites populistes, les extrêmes-droites pour préserver leur domination. Dans cette époque charnière, le 39^e Congrès doit être un moment d'analyse et d'initiative renouvelées pour permettre aux communistes d'être pleinement actrices et acteurs des batailles en cours. Nous proposons pour cela six axes de travail pour le Parti communiste.

Travail, services publics, climat, féminisme, antiracisme, démocratie, paix... Aujourd'hui, chacune de ces luttes va au-delà de l'immédiat, met en cause le système et pose la question de transformations radicales et durables. Aussi notre responsabilité de communistes est d'**investir toutes ces urgences populaires**, d'appuyer ces mouvements jusqu'à remporter des victoires.

Nous avons beaucoup avancé ces dernières décennies pour inventer un nouveau projet de dépassement du capitalisme. Il s'agit maintenant, en le portant à partir des luttes, d'inscrire cette visée dans le combat politique, car notre horizon révolutionnaire se nourrit d'avancées concrètes autant que d'idées. Ainsi, nous en sommes convaincu-es, il est possible de **refaire du communisme un espoir au présent**.

Il nous faut aussi pour cela **rehausser notre action internationale**, car aujourd'hui tous les combats sont inséparablement nationaux et mondiaux. Covid-19, guerre en Ukraine, crise migratoire : c'est une leçon majeure du monde actuel, qui doit avoir des conséquences concrètes sur notre engagement. Nos combats pour la paix et la solidarité internationale, contre l'Otan et le néocolonialisme français, pour la transformation de l'Europe, doivent prendre une nouvelle ampleur.

En France, notre parti doit se donner une priorité absolue : **face au macronisme et à la menace d'extrême-droite, faire gagner une nouvelle majorité de gauche**. Après Trump, Bolsonaro, Meloni, l'élection de Marine Le Pen en 2027 peut advenir. Il est indispensable d'y opposer une nouvelle perspective d'espérance. Pour cela, réaliser l'unité du mouvement populaire en faveur de changements transformateurs est le cœur de notre stratégie. Le rassemblement a toujours été le moteur de nos victoires politiques. Sa conception fait aujourd'hui débat, nous devons le mener. En juin dernier, la Nupes a créé un formidable espoir. Nous en voyons aussi les limites. À nous d'être à l'initiative pour la faire évoluer jusqu'à en faire le levier d'une dynamique populaire majoritaire.

De grandes campagnes populaires pour les retraites, la maîtrise publique de l'énergie, la relance des services publics, la lutte contre le réchauffement climatique, les droits des femmes... peuvent y contribuer.

Nous proposons également que soit discutée pour les échéances politiques du quinquennat **une stratégie communiste claire pour des victoires dans les urnes**. Sénatoriales en 2023, européennes en 2024, municipales en 2026, puis présidentielle et législatives en 2027 seront des moments décisifs pour faire avancer nos idées, (re)gagner de nouvelles positions électives et progresser dans la construction d'un rassemblement efficace à gauche et d'une large unité populaire.

Relever ces défis, disputer l'hégémonie idéologique au capital, **faire du PCF le parti de l'initiative communiste**, suppose un parti de masse, organisé dans la proximité, dont chaque adhérent-es maîtrise les enjeux théoriques et politiques et développe une capacité de prise d'initiative politique en lien avec celles et ceux qui l'entourent. Nous nous renforcerons en étant en phase avec les urgences sociales, écologiques, féministes, antiracistes, démocratiques de la société.

Nous proposons de faire de 2023 et 2024 deux grandes années d'adhésion et d'accueil dans le Parti communiste français, et de donner la priorité à une grande politique de formation des communistes, pour permettre à chacun-e d'être pleinement souverain dans son parti.

C'est la garantie du rayonnement d'un Parti communiste qui vise à rendre le peuple acteur du changement.

PRÉAMBULE

La souveraineté des adhérent·es du Parti communiste français sur leur parti implique qu'elles et ils soient véritablement les décideurs de ses choix d'orientation. Le texte qui sera adopté pour devenir leur base commune de discussion dans la préparation du congrès doit donc être conçu pour faciliter leur pleine maîtrise des tenants et des aboutissants de ces choix. Il doit permettre la participation la plus large à son élaboration, en s'enrichissant de la diversité des points de vue. C'est particulièrement indispensable à ce congrès, qui se doit de répondre à des questions à proprement parler décisives.

L'objectif de cette proposition de texte de base commune est donc de permettre au débat de s'ouvrir en présentant les arêtes de ces choix. C'est donc volontairement que les éléments d'analyse et les propositions de travail et d'action qu'elle contient ne traitent pas de "tout" (il ne s'agit pas d'un programme), qu'elles ne sont pas abouties (elles en appellent à la créativité des communistes), et qu'elles ne se présentent pas comme la vérité révélée, mais comme un appel au débat commun.

De nombreux·ses communistes ont fait le choix de soutenir ce texte. Il est possible de les retrouver sur le site <http://urgencedecomunisme.fr>.

INTRODUCTION

*« Quand les blés sont sous la grêle fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles au cœur du commun combat »*

Louis Aragon, *La Rose et le Réséda*, 1943

La planète est en danger. Ouragans, incendies et inondations hors normes, disparitions massives d'espèces, pandémies... Chacun le sent, chacun le voit. Si rien ne change, nos enfants, nos petits-enfants subiront des catastrophes plus terribles encore.

Le capitalisme est mis en question. Structurellement aveugle, ce système pousse, au nom des logiques de profit, à produire et consommer sans aucune considération des besoins humains réels, ni des conséquences sur notre écosystème.

Une prise de conscience mondiale se répand à la vitesse phénoménale des réseaux sociaux. Les scientifiques ont sonné l'alerte devant ce péril mortel pour l'humanité. En réponse, une mobilisation jamais vue de la jeunesse met progressivement en mouvement toute la société. Toutes les dominations qui rendent la vie insupportable à l'immense majorité, à celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, sont questionnées. Cela fait jonction sous nos yeux avec l'autre phénomène de ce début de siècle : la mobilisation des femmes pour abattre la domination masculine millénaire que le capitalisme entretient comme pierre angulaire de son système d'exploitation.

Tous ces combats, qui mettent en cause le capitalisme et les systèmes de dominations, font de nouveau du communisme une question brûlante. Ils nous appellent à nous adapter à cette

situation nouvelle, à changer notre manière de concevoir notre projet, notre façon d'agir dans la société. Cela d'autant plus que des forces ultraréactionnaires sont elles aussi à l'œuvre pour entraver et détourner l'émancipation recherchée. Une lutte acharnée décidera de l'issue de cette crise planétaire.

Ce contexte exceptionnel doit faire de notre congrès un moment d'analyse renouvelée et d'innovation communiste. Car une chose est certaine : **les convulsions du monde sont telles que la situation ne restera pas en l'état.** Communistes, nous voulons être actrices et acteurs de ce moment historique.

Le capitalisme en crise générera-t-il de nouvelles fractures et de nouvelles souffrances, de nouveaux monstres, de nouvelles guerres, ou l'humanité saura-t-elle emprunter les voies de dépassement des impasses capitalistes, vers une civilisation nouvelle ?

La crise débouchera-t-elle sur la violence plus dure encore des politiques réactionnaires, sur une victoire de l'extrême-droite, ou sur une voie de gauche radicalement nouvelle, rendue possible par des rassemblements populaires transformateurs et une union populaire de gauche capable d'assumer le pouvoir ?

Face à ces défis majeurs, pour agir avec l'ambition de réussir, la base commune de discussion propose six axes de travail pour le Parti communiste.

Ces six axes de travail sont :

1. Investir toutes les urgences, pour la mise en mouvement transformatrice du peuple
2. Le nouveau projet communiste, un espoir au présent
3. Réhausser notre action internationale, pour la paix et la sécurité humaine globale
4. Face à l'extrême-droite, faire gagner une nouvelle majorité de gauche en France
5. 2023-2027: une stratégie communiste claire pour des victoires dans les urnes
6. Être davantage le parti de l'initiative communiste, au service de ces objectifs

L'humanité à l'heure des choix

Pour agir utilement, la première des choses à faire est de prendre la mesure des enjeux de l'époque. Nous pourrions les résumer ainsi :

1. Le **capitalocène**. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un mode de production, le capitalisme mondialisé, menace à brève échéance l'existence même de notre espèce.

C'est vrai du point de vue écologique, la biodiversité s'éteint et des régions entières de la planète deviennent invivables. **C'est vrai du point de vue anthropologique**, le système capitaliste déshumanise et enferme les individus dans la concurrence de tous contre tous, interdisant de penser les biens communs et l'humanité en partage. **C'est vrai du point de vue social et économique**, avec la perte de sens de l'activité humaine et du travail. Le seul horizon est d'accumuler toujours plus de profits et pour cela de savoir qui dominera l'autre.

Le règne sans partage des logiques de prédation, d'exploitation est à l'origine de toutes les crises, sociale, financière, environnementale, démocratique... et aujourd'hui énergétique.

2. **Le retour de la guerre et la militarisation du monde** est le produit de cette crise mondiale et de la volonté des grandes puissances capitalistes de maintenir coûte que coûte leurs dominations. **Des résistances grandissantes s'affirment partout dans le monde**. Elles recherchent une nouvelle façon de vivre, un monde nouveau plus juste et plus solidaire.

Mais s'affirment aussi des nationalismes dangereux qui veulent étendre leur propre domination régionale. La guerre d'agression criminelle déclenchée par Vladimir Poutine en Ukraine en est une expression.

Le capitalisme fait courir à l'humanité un risque de "décivilisation". Il est désormais incompatible avec un avenir solidaire de l'humanité. Il doit être remplacé.

3. **Tous les systèmes de domination sont questionnés** : du profit sur le travail et sur le sens même de l'activité humaine, du système patriarcal sur les femmes... comme l'est l'action humaine sur la nature et l'écosystème.

C'est le sens des grands mouvements internationaux pour le climat et la biodiversité dont la jeunesse a pris la tête ces dernières années ; **de la nouvelle vague féministe mondiale** contre toutes les violences ; **du refus d'un nombre grandissant de femmes, d'hommes et de nations des dominations** impérialistes,

racistes, néocoloniales ou de toute logique de blocs ; **de la mise en cause des plateformes numériques multinationales**, de leur système d'exploitation ubérisé et de leur emprise culturelle et informationnelle.

4. **Cette situation peut faire du communisme**, comme mouvement de dépassement du capitalisme et de toutes les aliénations, **une question du présent**.

Notre parti existe pour porter cette perspective. Elle nécessite une stratégie qui articule luttes immédiates et logiques de transformation sociale, pensant en permanence les avancées possibles d'un processus révolutionnaire porté par le peuple lui-même comme l'imaginait Marx. Le seul discours anticapitaliste ne peut suffire, nous réduisant à nous battre dos au mur, condamnés à limiter les dégâts, tout en laissant intact le pouvoir du capital, faute de rendre crédible l'alternative nécessaire.

5. **Nous avons besoin pour cela d'un parti étroitement impliqué dans les luttes populaires et les grands mouvements de l'époque**, pour y faire cheminer des idées transformatrices, sans attendre ni les renvoyer aux calendes grecques, jusqu'à atteindre des points de rupture révolutionnaire.

Cela suppose de remettre sur le métier, en permanence, le chantier d'un communisme ancré dans le XXI^e siècle, et de faire preuve d'une capacité toujours renouvelée d'initiative communiste concrète dans les luttes. **Définir les grands axes d'initiative communiste doit être une tâche centrale de notre congrès**.

6. C'est d'autant plus important qu'**une course de vitesse est engagée à court terme avec les forces ultraréactionnaires**. En France, elles visent la prise du pouvoir à l'issue du quinquennat. Le président de la République ne dispose pas de majorité stable. Le capital et les forces réactionnaires qui l'appuient envisagent toutes les hypothèses même les plus dangereuses.

Ils s'emploient à détourner les colères que suscitent leur propre système. Ils nourrissent les divisions entre exploités, le racisme, le repli, la peur du changement social. Le débat démocratique sur de possibles alternatives de progrès est mis sous cloche, du Parlement aux mouvements sociaux.

7. **Les tenants du système sont de plus en plus tentés par l'autoritarisme**, voire le recours à l'extrême-droite, aux idéologies racistes et nationalistes pour préserver leur domination. Orban, Trump, Bolsonaro, Meloni, Le Pen... Ce courant politique connaît une fulgurante ascension électorale, inédite depuis 1945. Liant le social et l'identitaire, **l'extrême-droite promet aux peuples de maintenir leur niveau de vie, pour peu qu'ils acceptent d'écraser celui de leurs voisins**, immigrés ou peuples du Sud. C'est littéralement le sens de la **"préférence nationale"**, idéologie phare et structurante du RN en France.

S'appuyant sur la crise des systèmes politiques traditionnels et l'affaiblissement de la gauche, l'extrême-droite propose aussi, partout où elle en voit l'opportunité, **la suspension de la démocratie et la concentration des pouvoirs dans les mains d'un leader autoritaire**. Les expériences récentes aux États-Unis et au Brésil, montrent que le danger peut être difficile à combattre.

8. **En France, le scénario d'une alliance droite/extrême-droite, voire d'une victoire de Marine Le Pen en 2027 devient dangereusement crédible**. Les classes dominantes sont conscientes du rejet de leur système et des forces qui le soutiennent. En 2017, elles ont promu in extremis Emmanuel

Macron. Mais cette solution est en crise et peut ouvrir la voie à Le Pen.

C'est contre cette menace que le peuple de France, en 2017 comme en 2022, a su faire preuve d'une immense responsabilité en rejetant le pire. **Notre peuple l'a exprimé à de nombreuses reprises : il ne veut pas de l'extrême-droite !** Et pourtant comme dans tant d'autres pays, cette dernière pourrait finir par l'emporter si une alternative suffisamment crédible ne lui est pas opposée.

9. **C'est pourquoi la construction d'une alternative de gauche s'appuyant sur une majorité populaire et un programme de transformation sociale partagé est indispensable.** La création de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) en mai 2022 a été un signal d'espoir. La Nupes est d'ailleurs née

sous la pression populaire qui exigeait cette réponse unitaire. Cette alliance inédite des quatre grandes forces de gauche et écologistes, exprime une idée simple : **la gauche, dans sa diversité, peut s'unir autour d'un projet transformateur et être candidate au pouvoir politique.** Aujourd'hui pourtant, la Nupes apparaît fragile, et tout reste à faire pour concrétiser l'espoir qu'elle a suscité, c'est-à-dire **construire une majorité politique populaire apte à l'emporter et à gouverner.**

10. **Au service de tous ces objectifs, un effort important d'innovation communiste est nécessaire.** Notre congrès doit en être un moment essentiel. Ce travail doit s'appuyer sur un bilan lucide et réaliste de notre activité ces dernières années, prenant en compte les points marqués comme les limites rencontrées dans nos campagnes électorales, locales, européenne, présidentielle et législatives.

SIX AXES DE TRAVAIL POUR L'INITIATIVE COMMUNISTE

1

Investir toutes les urgences, pour la mise en mouvement transformatrice du peuple

La mise en mouvement populaire est au cœur de notre conception communiste, parce que le changement de société sera l'œuvre des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes. L'union des forces populaires, du peuple tout entier est constitutive de notre projet.

Dans le monde actuel, compte tenu de la dimension civilisationnelle de la crise, **la distinction entre luttes immédiates et perspectives de société s'efface au profit d'un questionnement de sens qui envahit le quotidien.** Une énorme bataille est engagée sur le sens des choix de société à effectuer. Face aux urgences, celles qui abîment la vie de millions de femmes et d'hommes, comme celles qui menacent l'avenir de la planète, des secteurs entiers de la société ont décidé de ne plus attendre des réponses politiques qui tardent à venir. **Des engagements divers et massifs envahissent le champ de la politique hors des formes traditionnelles ou institutionnelles.**

Notre responsabilité de communistes est de porter ces urgences, d'être à l'écoute de ce qui bouillonne et émerge de neuf dans la société, d'investir ces mouvements, de contribuer à les rendre plus forts, jusqu'à remporter des victoires, en aidant à identifier les blocages du système à la racine et les solutions pour les dépasser. Nos analyses communistes peuvent beaucoup y contribuer.

En s'appuyant sur la conscience nouvelle des problèmes posés, de grandes luttes transformatrices deviennent possibles. Elles constituent autant de **leviers pour un projet politique partagé par les forces vives du pays, un véritable programme d'union populaire :**

1. **La conscience du rôle central des services publics et la protection des biens communs pour relever les défis de l'Égalité et de la transformation écologique.** Des batailles de très grande ampleur deviennent possibles pour le droit à la santé, la maîtrise publique de l'énergie, les transports publics et le ferroviaire, le renouveau du système public d'éducation et le soutien aux grands organismes publics de recherche, la construction de logements abordables et la rénovation thermique de l'habitat.
2. **Le niveau des salaires fait son retour et un front syndical unique s'oppose clairement à tout report de l'âge légal de la retraite.** Le pays veut sa part de la valeur pour mieux vivre et contre l'indécence des profits.
3. **Le sens du travail est une aspiration de masse.** Travailler mieux et autrement est partout une exigence dans les luttes. **Les travailleuses et travailleurs ubérisé-es mènent des luttes d'un type nouveau** et le pouvoir des plateformes numériques transnationales est potentiellement sur la sellette.
4. **La jeunesse n'accepte plus l'inaction climatique.** Le temps est venu de mettre à l'ordre du jour de nouveaux systèmes productifs, de nouvelles manières d'aménager les villes comme les campagnes qui ne sacrifient ni l'humain, ni la planète.
5. De nouveaux débats surgissent au premier plan dans la société : citons **le droit à une alimentation saine de qualité** pour toutes et tous et la souveraineté alimentaire, qui pose la question de **la reconnaissance du travail paysan** de qualité contre les modèles de l'agro-business.

6. **L'appropriation populaire et citoyenne des sciences, des savoirs et de la connaissance devient un enjeu primordial.** Le rôle du Giec sur le climat, les débats suscités par la pandémie et les vaccins, la numérisation dans le travail et la société, tout change et appelle une revalorisation de l'école, de la formation, de la recherche. Les attaques contre le système public d'éducation et contre les politiques publiques de la culture font courir de graves risques de régression. **La maîtrise démocratique et critique des savoirs est essentielle pour faire de la science et de la culture des vecteurs d'émancipation et des biens communs de l'humanité.**

7. **La France porte plainte contre le déclassement territorial** de la ruralité, des banlieues, des communes... et réclame une égalité républicaine réelle. **Les luttes démocratiques des Gilets Jaunes, loin des oppositions stériles parfois attisées dans les médias, sont convergentes avec les luttes menées dans les quartiers populaires.**

8. **Les femmes disent stop une fois pour toutes à toutes les violences et veulent mettre à bas le patriarcat.** Ce combat changera toute la société. Plus largement, une nouvelle éthique des droits de la personne humaine s'affirme partout, comme l'illustrent les combats pour les droits des personnes LGBT.

9. **La fraternité et la sororité sont la plus grande force des peuples.** C'est bien pourquoi les forces réactionnaires utilisent le racisme comme une arme de division massive. En face, des luttes nouvelles se mènent contre le racisme dans les quartiers, contre l'indignité imposée aux migrant·es, en écho aux luttes des peuples qui ne supportent plus les tutelles néocoloniales.

Sur ces sujets et tant d'autres, le potentiel transformateur de notre société cherche des voies nouvelles. **Nous communistes qui luttons pour un autre monde devons l'aider à se frayer son chemin.**

2

Le nouveau projet communiste, un espoir au présent

À partir de toutes ces luttes et en portant un projet nouveau de dépassement du capitalisme, **nous sommes convaincus qu'il est possible de remettre le communisme à l'ordre du jour.**

Le débat existe parmi les communistes sur les causes de notre affaiblissement. L'absence de candidat lors des présidentielles de 2012 et 2017 fait partie des hypothèses avancées. De ce point de vue, la candidature de Fabien Roussel, qui a incontestablement gagné en notoriété, entamerait donc notre retour. **Aujourd'hui, force est de constater que cet objectif n'est pas atteint.** Personne ne nie que dans un régime hyper-présidentialisé comme le nôtre, la visibilité d'une telle campagne joue un rôle important. **Mais les causes de notre affaiblissement historique sont plus profondes.**

La question centrale d'une nouvelle alternative au capitalisme

Le problème auquel nous sommes confronté·es est beaucoup plus fondamental. **Au XIX^e et au XX^e siècles, le mouvement ouvrier – puis plus largement salarié – a pris la tête du combat émancipateur** en dénonçant le capitalisme et en proposant un autre système, le socialisme, vu comme une étape vers un idéal communiste lointain. Dans les faits, au-delà même des crimes staliniens, **le "socialisme" s'est identifié au régime dévoyé, étatiste et non démocratique de l'URSS.** Ce régime a échoué et s'est effondré dans les années 80, avec la chute du Mur de Berlin. Ce n'était pas du communisme. Le travail historique et théorique qui le démontre doit être poussé à son terme pour en finir avec l'assimilation de cet échec avec celui du communisme. Nous mènerons à bien ce travail.

Cet échec de la première tentative d'alternative au capitalisme a ruiné la crédibilité de ce projet socialiste et, plus largement, hypothéqué pour longtemps tout projet de dépassement du capitalisme. C'est bien autour de cette époque que s'est accéléré le déclin continu de nos forces, entamé en France avec la rupture du programme commun de gouvernement.

Aujourd'hui, les impasses systémiques du capitalisme financier et mondialisé, ainsi que les besoins de partage pour assurer l'avenir de la planète changent la donne, et donnent une nouvelle actualité à l'idée d'un monde du commun, de biens communs. **En tant que combat pour l'émancipation humaine, le communisme, rivé aux luttes sociales et contre toutes les formes de domination, retrouve toute sa pertinence.**

Pour une part importante de la population, il est intimement lié à de grandes conquêtes sociales et fait toujours sens. D'ailleurs, dans de nombreuses conquêtes comme la Sécurité sociale, et dans des luttes actuelles pour les biens communs, nos adversaires, en particulier du grand patronat, voient déjà du communisme à combattre pour ne pas laisser prospérer ces formes nouvelles d'organisation sociale.

Ces dernières décennies, nous avons intensifié notre travail d'élaboration d'un communisme tirant les leçons du passé, ancré dans le présent et tourné vers l'avenir. **Nous avons beaucoup avancé, mais il nous reste à prolonger cet effort dans le combat politique,** car notre horizon révolutionnaire se nourrit d'actes concrets autant que d'idées.

Car si le communisme est bien « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses », il nous faut articuler notre alternative au capitalisme aux combats pour des ruptures concrètes avec les logiques actuelles et des améliorations immédiates des conditions de vie et de travail des classes populaires.

Une nouvelle économie : la démocratie contre le marché capitaliste

Dans les grands pays capitalistes comme dans l'Union européenne actuelle, l'économie est pilotée, avec l'appui des États, par les intérêts des transnationales et des grandes firmes capitalistes. Toutes les richesses sont donc confisquées vers des empires économiques et des fortunes démesurées.

Nous aspirons à une nouvelle économie, libérée des grands

actionnaires financiers et fondée sur une extension continue de la démocratie à toutes les activités sociales, dans l'État, dans l'entreprise et dans l'économie en général.

Cela suppose une économie dans laquelle les travailleuses, les travailleurs et toute la société reprennent le pouvoir à tous les niveaux, avec :

1. **La planification démocratique pour orienter l'appareil productif vers la satisfaction des besoins**, et non plus la maximisation des profits. Cela permettra de ne plus dépendre exclusivement du marché pour l'allocation des ressources. La planification écologique permettra de programmer sur le temps long les investissements démocratiquement décidés.
2. **La promotion de nouveaux services publics étendus, concernant notamment toutes les entreprises ou les activités mettant en jeu la souveraineté du pays ou l'accès aux droits et aux biens communs fondamentaux.** Les entreprises publiques devraient être dirigées par des représentant·es des collectivités publiques, des salarié·es, des usagers, des personnalités qualifiées.
3. **Un développement inédit de l'économie sociale et solidaire.** Favorisant des modèles coopératifs plutôt que concurrentiels, ce secteur doit bénéficier d'un soutien massif.
4. **La redistribution du pouvoir dans les grandes entreprises, qui doivent cesser d'être la propriété lucrative d'actionnaires.** Des pouvoirs de gestion doivent être assurés par des représentant·es des salarié·es, des financeurs, des collectivités publiques et les filières concernées, tandis que le développement des petites et très petites entreprises, de loin les plus nombreuses, doit être puissamment soutenu par les institutions bancaires et financières, au service des objectifs de planification, de souveraineté, de reconquête industrielle, de réponses aux besoins d'emplois et de services sur tout le territoire.
5. **La création d'un secteur public bancaire et financier, et des critères nouveaux de financement par les institutions bancaires et financières.** Cela passera par une bataille pour utiliser autrement la création monétaire de la BCE ; avec des fonds nouveaux dédiés à ces objectifs.

Une démocratie étendue et continue

Les communistes se sont prononcés depuis longtemps **pour une VI^e République débarrassée de l'hyper-présidentialisme actuel, et garantissant une large place aux droits d'intervention des citoyennes et citoyens.**

Nous confirmons ce choix essentiel en proposant la mise en place d'un processus de délibération citoyenne pour une nouvelle Constitution. Nous sommes favorables à la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel, à l'augmentation des pouvoirs du Parlement et des assemblées élues décentralisées dans la conduite des politiques publiques.

Ce renouveau démocratique donnera lieu à des pouvoirs continus d'intervention citoyenne à tous les niveaux, jusqu'à l'élaboration des lois et au contrôle de leur mise en œuvre. Cela passe notamment par le référendum d'initiative populaire (RIC) ; le droit de vote des résident·es étranger·es extra-communautaires, le contrôle démocratique de l'exercice du mandat par les citoyen·nes, et le pouvoir d'une certaine

proportion d'électrices et électeurs d'une collectivité, d'obliger son instance délibérative (y compris l'Assemblée nationale et le Sénat) à se prononcer sur une proposition de délibération ou de loi.

Nous sommes convaincu·es qu'un processus citoyen de ce type saura faire preuve de nombreuses innovations démocratiques qu'il ne s'agit pas de lister intégralement à l'avance.

Pour le climat et la biodiversité, une écologie radicalement sociale

C'est le combat du XXI^e siècle, puisque la survie de l'humanité en dépend. **Il est indissociable de la réduction des inégalités sociales sans laquelle la réussite d'une révolution écologique planétaire s'avérerait impossible.**

Penser en même temps développement humain et réduction de l'empreinte humaine sur l'écosystème mondial est le grand défi du siècle. Chacun comprend que c'est illusoire sans dépasser le capitalisme, car la croissance infinie de productions pour le profit est incompatible dans un écosystème fini. **Réduire notre prédation sur la nature oblige à penser autrement le travail et les activités humaines.** Non pas dans une sorte de décroissance aveugle, mais pour cesser de consommer annuellement plus de ressources que la planète et le travail ne sont capables de reproduire. Et aussi pour limiter en très peu de temps les émissions de gaz à effet de serre, moteur de la crise climatique.

L'échec de la COP 27 montre que **les classes dominantes s'accrochent à leur pouvoir sur le système économique mondial.** Elles sont prêtes à un "capitalisme vert" qui ferait payer aux autres (classes populaires, moyennes et pays du Sud) le prix de la transition écologique. Pour que la transition écologique ne s'accompagne pas de la mise en place d'une phase plus inhumaine encore du capitalisme, **le combat communiste doit être un combat d'ensemble.**

Nous avons eu tendance à prioriser les luttes sociales, voire à minorer certains combats en les renvoyant aux aspirations de couches sociales relativement favorisées des centres villes, ou à les mettre en opposition aux luttes des catégories populaires des banlieues ou des périphéries. **Nous devons corriger cette erreur.**

S'attaquer à la crise climatique exige de **prendre enfin au sérieux ce que la communauté scientifique mondiale nous dit depuis des années sur les remèdes nécessaires**, en changeant nos modèles productifs et de consommation, et en agissant pour changer l'organisation mondiale de l'économie, car la spécialisation mondiale sous contrainte capitaliste de maximisation des profits a un coût social et écologique dévastateur.

Pour réaliser ces objectifs en respectant l'accord de Paris prévoyant une limitation à 1,5°C de l'augmentation de la température terrestre moyenne, **nous proposons une planification élaborée démocratiquement, adossée au savoir scientifique, assurant l'effectivité dans notre pays d'une neutralité carbone à l'échéance 2050.** Ce plan serait placé sous la responsabilité d'institutions dédiées à tous les niveaux, y compris dans toutes les entreprises.

Comme tous les pays anciennement développés, la France doit assumer sa responsabilité européenne et mondiale dans

l'actuelle catastrophe climatique. Cela demandera bien plus qu'un "Green New Deal" et devra être financé par des ressources exceptionnelles de long terme dédiées à ce plan de transformation de tout notre mode de développement.

Cette planification devra notamment :

1. **Réussir la transformation énergétique du pays sous la conduite d'un service public national redynamisé, avec un mix nucléaire/renouvelables garantissant la sortie des énergies fossiles.** Cela implique la rénovation thermique des logements ; la décarbonation du transport avec des réseaux publics urbains tendant à la gratuité, la relance du ferroviaire, la transformation de la filière automobile.
2. **Conduire une nouvelle industrialisation** réduisant nos dépendances aux importations polluantes et promouvant l'économie circulaire contre les gâchis de l'obsolescence programmée.
3. **Sortir de l'agriculture productiviste, pour une souveraineté alimentaire assurée par la protection d'une agriculture paysanne de qualité,** la renégociation de la Pac, la protection des ressources en eau, la sortie des traités internationaux de libre-échange.
4. **Repenser l'aménagement équilibré du territoire,** la revitalisation de la ruralité, une urbanisation durable, les grandes infrastructures, la préservation des forêts comme des rivières et des espaces maritimes.

Libérer et démocratiser le travail

Le travail doit cesser d'être une marchandise achetable ou jetable selon le bon vouloir du capital pour **devenir l'activité qui permet à chaque personne de contribuer à la satisfaction des besoins collectifs et d'en retirer tout au long de sa vie la garantie d'un salaire conforme à sa qualification.**

Pour une partie très importante et croissante des salarié·es, le travail est source de souffrance. Souffrance physique, usante, due à des conditions de travail trop dures, mais aussi souffrance psychique, lassitude, parfois jusqu'à la désespérance, conséquence d'une perte de sens.

La satisfaction du travail bien fait, la conscience de son utilité pour les autres, disparaissent derrière les contraintes comparables de la productivité et de la compétitivité. Cela concerne tous les métiers, ouvrier·e comme enseignant·es, infirmier·e comme chercheur·se.

Avec la sous-traitance et l'ubérisation, les travailleuses et travailleurs ne sont plus traités que comme des "fournitures" comme les autres. Le travail se déshumanise, et devient un objet d'angoisses permanentes, au lieu d'être un temps d'épanouissement. **Les travailleuses et travailleurs doivent retrouver du pouvoir sur l'organisation de leur propre travail et celle de l'entreprise.**

Cette contradiction est intenable.

La société de consommation pour la consommation, fille du capitalisme, doit donc céder la place à une société du bon travail et du temps libéré pour les activités hors travail : formation qui doit devenir un droit garanti, activités domestiques, éducatives, culturelles, citoyennes, solidaires, sportives, etc.

Dans ces conditions, parce que la quantité de travail socialement

nécessaire sera partagée entre toutes et tous, et que se développeront bien d'autres activités utiles, **la "case chômage" pourra être supprimée, le droit à un salaire conforme à la qualification de chacun·e garanti tout au long de la vie.**

La révolution féministe, dimension décisive du combat émancipateur

La domination des hommes sur les femmes est la plus ancienne de l'histoire de l'humanité, et constitue à la fois la matrice et la justification de toutes les formes de dominations. C'est pourquoi **l'actuelle révolution féministe est d'importance historique dans le combat contre le système de dominations et d'aliénations qu'est le capitalisme.**

La façon dont le mouvement MeToo s'est répandu dans le monde entier en si peu de temps montre que les consciences ont changé, et que **le combat des femmes, comme on le voit notamment en Iran, peut jouer un rôle majeur dans la lutte contre tous les pouvoirs en place, quels qu'ils soient.**

La concentration hystérique d'attaques grossières contre le mot "intersectionnalité" – issu du langage universitaire pour qualifier le fait que toutes les dominations s'épaulent les unes les autres dans un système de domination, et que **doivent donc s'épauler pareillement toutes les luttes contre les diverses dominations** – est la preuve de la panique qui s'empare aujourd'hui du système lui-même.

La solidarité entre toutes les victimes de dominations est en effet susceptible non seulement de **créer une dynamique incontrôlable par le système de dominations, mais aussi de déstabiliser les pouvoirs politiques dominants.** Les communistes font du combat contre toutes les violences sexuelles et sexistes, contre toutes les violences de classe contre les femmes et contre toutes les dominations patriarcales, **une dimension majeure de leur combat émancipateur.**

Laïcité et égalité, un seul et même combat

La laïcité consacre la liberté de conscience et l'égalité des droits. Elle affirme le principe intangible de la souveraineté populaire. Elle est constitutive de la République. Elle a subi ces dernières années des attaques barbares, avec les attentats contre *Charlie Hebdo*, l'Hypercacher et le Bataclan. La France s'est levée contre ces agressions ignobles.

Profitant de l'émoi suscité dans le peuple, **l'extrême-droite et la droite tentent depuis de la transformer en ce qu'elle n'est pas, un principe d'exclusion et de stigmatisation.** La laïcité ne peut être détournée pour alimenter des clivages, des discriminations, et finalement la xénophobie et le racisme. **La laïcité est un principe d'unité,** qui permet à toutes et tous de vivre ensemble dans l'égalité des droits.

Le rapprochement systématique entre immigration, islam, terrorisme, violence et insécurité est une énorme escroquerie. C'est une opération politicienne et médiatique visant à diviser les classes populaires et à faire diversion des véritables problèmes qu'elles vivent. **Certaines forces et personnalités de gauche se sont laissées entraîner sur le sujet,** par exemple le gouvernement Hollande/Valls avec le projet de déchéance de nationalité : elles portent une responsabilité écrasante dans l'effacement des repères gauche/droite.

Notre combat pour la laïcité est indissociable de la République sociale.

La fraternité humaine contre toutes les stigmatisations

Les discours sur les dangers de l'immigration sont des mensonges. Tous les chiffres des organismes spécialisés confirment que l'immigration est faible en Europe comme en France, et qu'elle ne menace ni notre économie, ni nos systèmes de protection sociale. **Elle y apporte au contraire une contribution significative.** Notre culture s'est, depuis des temps immémoriaux, enrichie des apports des migrations successives sans lesquels la France ne pourrait s'enorgueillir d'un si grand rayonnement culturel.

Pourtant, dans la crise sociale, certaines populations espèrent trouver le salut au détriment des boucs-émissaires qui leur sont désignés par l'extrême-droite. Depuis les années 60 et la guerre d'Algérie, elle touche principalement les populations d'origine maghrébines et sub-sahariennes. Ceci a redonné un espace

politique aux forces d'extrême-droite racistes, poussant une part croissante des dirigeants politiques à surfer dessus pour tenter de retenir leur électorat. Une grande partie des médias, entre les mains d'un petit groupe de grands financiers, a délibérément choisi d'accompagner cette dynamique perverse jusqu'à faire la promotion d'un néofascisme comme Éric Zemmour et depuis longtemps de la famille Le Pen.

Toutes celles et tous ceux qui participent à cette honteuse opération auront sur la conscience la situation indigne faite aux migrant·es à nos frontières ou sur notre territoire, et la mort par dizaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes innocents, singulièrement en Méditerranée. Ces victimes n'auront eu que la malchance de naître dans des pays en guerre ou ravagés par la famine, la pauvreté ou les crises climatiques.

Le communisme est une lutte incessante pour la fraternité, et les communistes s'honorent de mener de front le combat pour un accueil digne des migrant·es, et pour un droit égal au développement de tous les peuples et toutes les nations, qui substituera progressivement aux exils subis une liberté de circulation librement choisie.

3

Réhausser notre action internationale, pour la paix et la sécurité humaine globale

Aujourd'hui, tous les combats sont inséparablement nationaux et mondiaux. C'est une leçon majeure du monde nouveau dans lequel nous sommes maintenant plongé·es. Et cela doit avoir des conséquences concrètes sur notre engagement.

Des menaces nouvelles émergent

Avec la pandémie du Covid, l'humanité qui rêvait d'échapper aux contingences de son existence biologique s'est trouvée confrontée à l'évidence de sa fragilité. Cette zoonose destructrice est clairement liée aux logiques qui ont provoqué l'altération des équilibres du vivant.

La Covid-19 l'a montré : le capitalisme mondialisé déstructure et défait les sociétés. Avec ce système, qui repose sur la pérennisation d'un ordre oligarchique et sur la domination impérialiste, nous vivons dans un monde de plus en plus dangereux. L'inacceptable guerre de V. Poutine contre l'Ukraine s'enracine dans des affrontements entre puissances capitalistes rivales. **Cette guerre inter-étatique de conquête fait figure d'exception face à la prédominance de conflits intra-étatiques,** de l'Afghanistan au Sahel, qui résultent de souffrances sociales, de l'affaiblissement des institutions et de l'effondrement des États.

La corruption, la prédation des classes dominantes, les guerres impérialistes, plus particulièrement dans les pays du Sud, suscitent des ressentiments et des humiliations. **Cela favorise l'émergence de groupes extrémistes violents, identitaires ou religieux.**

Ce contexte belliqueux est le prétexte à renforcer l'organisation obsolète qu'est l'Otan. Il permet également de relégitimer les discours incitant à se préparer à la guerre, à augmenter les

dépenses d'armement lucratives, à multiplier les conflits "préventifs" pour défendre notre sécurité prétendument menacée. À eux seuls, les États-Unis concentrent 39 % des dépenses mondiales d'armement. E. Macron, qui fait de la défense européenne, adossée à l'Otan, le cœur de la renaissance du projet européen considère que le commerce des armes est un élément de compétitivité de notre pays. Paris a doublé ses crédits consacrés à l'arme nucléaire dont nul ne sait très bien aujourd'hui quelle perspective stratégique donne encore une vertu dissuasive à une telle arme.

Les forces réactionnaires nourrissent les peurs, exaltent l'identité tout en alimentant une vision hiérarchisée du monde où des clubs oligarchiques (G7, G20...) décident du sort des autres avec les résultats que l'on sait.

Le monde découvre que les insécurités humaines - économiques, sociales, environnementales, migratoires, alimentaires, énergétiques... - dépassent tous les périls classiques. L'insécurité alimentaire fait 10 millions de mort·es par an. L'insécurité climatique tue 8 millions de personnes par an tandis que l'OMS avoue son incapacité à chiffrer les dégâts de l'insécurité sanitaire.

Et que dire de l'insécurité des migrant·es victimes des déséquilibres mondiaux et des conflits. **Les migrations ont acquis une dimension structurelle et durable que rien n'arrêtera.** Il y a urgence à inventer des politiques plus humaines en insistant sur le caractère positif de ces phénomènes. N'oublions pas que ces insécurités dévastatrices tuent deux fois : elles sont létales en elles-mêmes mais génèrent aussi les formes de conflictualités contemporaines.

Un monde nouveau d'interdépendances

De toute évidence, plus que les rivalités de puissances, **les enjeux sociaux déterminent fondamentalement les agendas internationaux**. Ils transcendent les appartenances territoriales, les frontières et les nations et appellent à une sécurité humaine globale.

Nous vivons dans un monde nouveau. La décolonisation a permis à des États relégués de devenir des acteurs majeurs de la scène internationale. **La mondialisation a créé un processus d'interdépendance inédit accompagnant des mobilités désormais structurelles et irréversibles.**

Souligner ce contexte est indispensable pour éviter les confusions d'analyses qui nous engagent dans des réponses inadaptees pour le combat communiste de notre temps. La mondialisation capitaliste, source des désordres du monde, fonctionne comme un tout générant des problèmes globaux. **Nul territoire n'échappe à l'interdépendance et aucune indépendance souveraine ne peut se penser par et pour elle-même.**

Les États-Nations, à leur échelle, sont des acteurs pertinents à la mesure de leurs moyens et ne remédieront pas à eux seuls aux problèmes globaux. Personne ne remet en cause les États et la souveraineté mais l'une des questions centrales est leur adaptation aux exigences nouvelles. **Nous sommes porteurs de l'idée d'une souveraineté ouverte, une combinaison de la souveraineté et de la coopération transformant la mondialisation,** à l'opposé du souverainisme réactionnaire qui nourrit le national-populisme et les crispations identitaires.

Si le cadre national est insuffisant, l'action à l'échelle globale et régionale n'est pas aujourd'hui régulée démocratiquement. Il s'agit pourtant d'une question cruciale. C'est là tout l'enjeu de la nécessaire transformation de l'Union européenne – un véritable combat de classe de notre temps. De fait, de crise financière en crise de l'accueil des réfugiés, de crise sanitaire en crise énergétique, **l'actuelle Europe révèle son incapacité tant à s'unir qu'à répondre aux besoins des peuples.** Sa dévotion à l'égard des marchés, sa soumission aux États-Unis, la verticalité de son organisation... Tout concourt à la défiance des citoyen-nés.

Faute d'un changement radical, cette UE finira tôt ou tard par éclater. Or face au défi vital du climat et de l'environnement, comme aux effets pervers de la mondialisation et de la révolution numérique, **nous avons besoin d'une maîtrise démocratique et solidaire des interdépendances, tant entre pays européens que dans nos relations avec le reste du monde.** Telle est, à nos yeux, la raison d'être de la construction européenne aujourd'hui.

Il s'agit d'inventer dans cet esprit un type de coopérations très poussées entre nations et entre peuples, avec une triple caractéristique. D'abord, **le respect des choix fondamentaux de ces derniers,** ce qui suppose d'associer leurs citoyennes et citoyens aux débats préalables à chaque décision majeure pour leur vie et leur avenir. Ensuite l'acceptation, par conséquent, **d'une Union différenciée.** Enfin, **une solidarité active entre les pays membres** qui ont la volonté d'unir leurs efforts pour peser positivement dans les relations internationales.

Un tel objectif de lutte doit donner à voir "qu'une autre Europe est possible", ce qui constitue le meilleur antidote à la démagogie d'extrême-droite qui mine l'actuelle Union européenne, en ouvrant l'espoir d'un avenir meilleur.

Les agences spécialisées de l'Onu (PNUD, PAM, Unicef, OMS...), rassemblant sur un pied d'égalité tous les États, réalisent un travail remarquable sur les nouveaux enjeux globaux, en dépit de leurs faiblesses. Mais le Conseil de sécurité reste le champ de manœuvre des grandes puissances.

La puissance cherche toujours à dominer mais ne suffit plus à l'emporter nulle part. **Des forces violentes prospèrent sur la décomposition sociale et défient les États qui n'ont plus le monopole de l'action internationale.**

La notion de camp ne fait plus sens. Des espaces d'autonomie et de fragmentation du monde remodelent profondément le jeu des acteurs internationaux. Le même pays peut être tout à la fois un partenaire, un rival ou un ennemi. Il n'y a donc plus de coalition durable et structurée mais un jeu diplomatique opportuniste dans lequel chacun tente de maximiser ses avantages. Cela n'empêche pas les puissances occidentales de se crispier sur elles-mêmes comme en atteste la pérennisation de l'Otan, **qui n'a plus lieu d'être et que la France doit quitter.**

Les États-Unis et les puissances atlantistes ont entrepris une révision stratégique mais n'ont pas renoncé à l'hégémonie. Elles entendent contrer par tous les moyens l'influence des pays émergents, notamment de la Chine. En dépit des interdépendances croissantes, les guerres commerciales et technologiques sont à leur comble. Washington, sur le plan militaire, mobilise ses alliés (Quad, Aukus) et accentue ses pressions sur des Européens réticents afin de les entraîner dans une relation toujours plus toxique avec l'Otan, qui agit désormais sur tous les continents. La confrontation avec la Chine est une impasse mortifère.

La France elle-même n'est pas en reste. Au-delà de sa participation à l'Otan, entre la domination politico-financière odieuse qu'elle exerce encore sur de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, l'alliance étroite qu'elle a nouée avec le Qatar ou ses échanges militaires avec différents régimes occupés à des guerres indignes, **elle contribue directement à fracturer les citoyen-nés de ce monde interconnecté.**

Le conflit en Ukraine s'inscrit lui aussi dans un système mondialisé. Grâce à V. Poutine, l'Otan connaît pour un temps une nouvelle jeunesse. Les puissances occidentales ont aussi réagi en utilisant les paramètres de l'interdépendance, en excluant la Russie du système mondial, la privant d'oxygène. Cette stratégie n'est pas sans incidence pour elles-mêmes, mais **ce sont surtout les pays les plus pauvres, notamment les pays africains qui vont en subir les dures conséquences alors qu'ils n'ont aucune responsabilité dans ce conflit.**

Bâtir un monde de paix

Alors que les crises plongent le monde dans la tourmente, la guerre est une folie. **Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat en Ukraine et la convocation d'une conférence internationale assurant la sécurité pour tous les pays européens.** Il est urgent de délégitimer la guerre car partout la solution militaire est un échec. On ne combat pas la souffrance humaine avec des canons.

La diplomatie doit primer sur la force afin que la paix devienne un projet global pour l'humanité, répondant aux urgences contemporaines. Cette ambition est au cœur des luttes

émancipatrices auxquelles s'identifie le Parti communiste français.

Dans ces luttes, les peuples ont besoin de s'appuyer sur une organisation des Nations unies rénovée, démocratisée, sur le multilatéralisme et la culture de la paix. Cela nécessite de faire cesser le commerce des armes, de dissoudre l'Otan et la remplacer par une nouvelle architecture de sécurité collective garantie par les Nations unies. De ce point de vue, la France doit ratifier le Traité d'interdiction des armes nucléaires (Tian). **Mais ce sont toutes les organisations internationales qui doivent être transformées (FMI, Banque mondiale, OMC) pour être orientées vers des projets de coopération, de développement et de paix.** Ainsi, la prédominance du dollar sur l'économie mondiale doit être combattue pour être remplacée par une monnaie commune de coopération, utile à tous les peuples.

Notre action pour la paix s'accompagne de notre solidarité avec toutes les forces progressistes ou syndicales dans le monde.

Nous agissons pour l'application du droit international pour le peuple palestinien à disposer d'un État à côté de celui d'Israël, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, induisant le démantèlement des colonies israéliennes et du mur de séparation, le retour des réfugiés et la fin de la politique d'apartheid.

Il est temps de permettre au peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario, d'exercer son droit à l'autodétermination par l'organisation d'un référendum prévu par les Nations unies et entravé aujourd'hui par l'État marocain.

Nous sommes aux côtés du peuple kurde qui combat l'obscurantisme djihadiste et la politique répressive de R.T. Erdogan afin de faire prévaloir un confédéralisme démocratique progressiste, féministe et pacifiste au Moyen-Orient.

De la même manière, nous sommes aux côtés des peuples chypriote, irlandais et arménien qui aspirent à une réunification de leur pays.

Les luttes sociales ouvrent de nouvelles perspectives

Dans cette situation difficile, **les peuples et singulièrement les femmes et la jeunesse se mobilisent tour à tour dans de nombreux pays** pour le climat, la liberté, la justice, le progrès social, l'accès au travail et à l'éducation, contre le racisme, l'antisémitisme, les dominations patriarcales et pour la paix.

Sous l'effet conjugué des crises économiques et sociales, de la chute de légitimité des institutions mais aussi de la peur suscitée par la mondialisation libérale, **des mouvements sociaux d'une ampleur considérable se développent dans le monde exprimant une forte radicalité et le rejet des systèmes en place. Ils ont remporté d'importantes victoires.**

Cependant, ils disposent rarement d'un projet politique progressiste ni d'ossatures organisationnelles. Ils inventent des modes de fonctionnement horizontaux et expriment parfois une défiance à l'égard des forces politiques traditionnelles.

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de débouchés politiques limités, ils ont créé une dynamique contestatrice nouvelle à laquelle nous devons être particulièrement attentifs. **C'est trop souvent l'absence de cohérence progressiste qui permet à l'extrême-droite d'y instiller des slogans identitaires et nationalistes susceptibles de conforter son ascension.**

En dépit des difficultés actuelles, nous avons la conviction que des forces considérables aspirent à dépasser le système capitaliste mondialisé actuel. Dès lors, l'action coordonnée et solidaire peut faire advenir une mondialité ouverte à la diversité, attentive aux interdépendances, à l'altérité. Bref, une humanité nouvelle que permet un processus communiste.

4

Face à l'extrême-droite, faire gagner une nouvelle majorité de gauche en France

La possibilité de voir l'extrême-droite gagner le pouvoir en France est devenu un scénario tangible qui doit être pris en compte dans chacune de nos décisions et nos actions. L'un des marqueurs historiques du PCF est d'avoir su dans les moments les plus sombres de l'histoire de notre pays, trouver les ressorts de l'unité populaire pour faire face au danger autoritaire et fasciste et le faire reculer.

Aujourd'hui un nouveau seuil d'alerte est atteint et il appelle notre totale mobilisation. En quelques années, les élections de Trump, de Bolsonaro, de Georgia Meloni ont montré la réalité du danger. Dans une Europe en guerre, **l'élection de Marine Le Pen à la présidence en 2027 peut advenir.**

Les ingrédients sont là : les conséquences de la financiarisation de l'économie, la fragmentation du travail et de la société, la multiplication de lois anti sociales ouvertement autoritaires, un État ouvertement répressif qui stigmatise et criminalise les

plus fragiles, une vie démocratique en crise et des institutions qui vacillent, des populations qui se sentent abandonnées, voire niées par les politiques publiques.

La présidence d'Emmanuel Macron fracture la société française ainsi que la vie politique. La droite se fragmente et Les Républicains se radicalisent, tandis que d'autres avec Éric Zemmour jouent les aiguillons révisionnistes. **Une partie du patronat et des grosses fortunes n'hésite plus à s'engager,** comme Vincent Bolloré qui déclare : « Je me sers de mes médias pour mener mon combat civilisationnel ».

Face aux périls qui se précisent, il devient urgent d'opposer une perspective d'espérance sociale, écologique, féministe et démocratique. **Réaliser l'unité du mouvement populaire est la première des conditions à réaliser. Elle doit être la priorité des communistes.**

L'urgence d'union populaire, pour une perspective progressiste majoritaire

Pour qui prétend changer la société, le rassemblement est une question incontournable. C'est le processus qui permet l'action commune de forces sociales et politiques diverses pour atteindre des objectifs partagés.

Nous avons tout au long de notre histoire tenté de dépasser les divisions entre exploités, les clivages religieux, culturels, partidaires. Pas pour les nier, mais pour affirmer au contraire qu'au-delà de ces différences, celles et ceux qui les expriment peuvent agir ensemble au service de l'intérêt commun. De la "main tendue" aux catholiques par Maurice Thorez au Programme commun, en passant par le Front populaire et le Conseil national de la Résistance, cette dimension a toujours été au cœur de l'action des communistes.

L'heure est de nouveau au rassemblement de la gauche et des forces de transformation sociale pour conjurer le danger. **Le débat existe sur la conception de ce rassemblement. Il ne doit pas être élué, mais affronté.**

Quelle conception du rassemblement ?

Pour les communistes, le rassemblement ne se construit pas sur le plus petit dénominateur commun mais à partir des urgences de transformation qui s'affirment dans la société. Et à partir de là, il convient d'envisager le rassemblement de manière dynamique et dialectique.

Pour réussir, l'enjeu est de créer à chaque étape des rassemblements suffisamment forts pour faire basculer le pays dans une nouvelle séquence politique, plus favorable aux transformations nécessaires. Une séquence après l'autre, l'enjeu est de parvenir à modifier le cadre du débat politique et la nature des questions posées aux Françaises et Français, jusqu'à obtenir les victoires décisives. C'est de cette façon, sans renier aucun de nos principes, que nous comptons travailler au service des intérêts populaires.

C'est ce que nous avons su faire dans la poursuite du NON de gauche au TCE en 2005, en créant en 2009 le Front de gauche. Celui-ci a permis en 2012 à la gauche de transformation de reprendre toute sa place dans le débat national et de faire grandir une alternative politique et sociale, à l'extrême-droite et la droite, mais aussi au hollandisme et au social-libéralisme.

Il ne s'agit pas de minimiser les insuffisances, ni de gommer les débats et difficultés qu'ont rencontrés les communistes dans ce rassemblement, notamment dans leur rapport avec le PG puis la LFI. Des divergences de fond persistent et nous devons avec le mouvement populaire les surmonter. Il n'en demeure pas moins que c'est bien dans ce même mouvement qu'a pu émerger en 2022 la Nupes, qui scelle l'alliance de l'ensemble des forces de gauche (EELV, LFI, PCF et PS) autour d'un programme de rupture. **Pour la première fois depuis des décennies, les idées de transformation sociale sont au premier plan du débat politique, portées par un rassemblement à vocation majoritaire.**

Mais une vision lucide nous amène aussi à considérer la fragilité de ce rassemblement, liée aux conditions dans lesquelles il est né sur la base de la prééminence des rapports de force présidentiels, aux différences de contenus et de démarches

qui persistent, à l'insuffisance de l'intervention populaire et citoyenne dans cette démarche. **Face à l'extrême-droite en embuscade, il s'agit maintenant d'entrer dans une nouvelle séquence pour mener la bataille et arracher la victoire.**

Démocratiser la Nupes pour une dynamique populaire majoritaire

La Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) a créé un espoir. Elle repose sur **un accord reconnaissant à chacun son autonomie politique et sur un programme partagé** de 650 mesures, qui n'élude pas pour autant les points de divergence entre ces formations (33 en tout). C'est un premier point d'appui. Elle a permis en juin dernier de **faire élire 150 députés de gauche, ce qui en fait la première force d'opposition au macronisme** avec 4 groupes politiques, dont le groupe GDR et ses 22 membres. C'est un second point d'appui.

Aujourd'hui la question politique posée à la Nupes est de devenir le levier de construction d'une dynamique populaire majoritaire. Cela appelle à passer du cartel électoral et politique, à un rassemblement citoyen et populaire.

Pour les communistes, la première des conditions pour y parvenir est de faire vivre un vrai pluralisme, condition d'une implication populaire et d'une effervescence d'idées nécessaire, entre formations et avec les citoyen·nes, et donc de respecter la liberté d'action de chacun, au Parlement et dans le pays, sans tomber dans l'hégémonie.

Nous le savons par expérience, le respect mutuel est loin d'être acquis et les équilibres ne sont pas toujours faciles à trouver. Pourtant c'est ce à quoi nous devons travailler à tous les niveaux, pour entretenir l'espoir et être à la hauteur des responsabilités historiques de la gauche.

Les communistes ont une seconde conviction chevillée au corps. **Sans intervention populaire, nous ne gagnerons ni la bataille de l'hégémonie culturelle, ni la bataille politique.** La Nupes ne peut en rester à une action qui se réduit à soutenir ses élu·es : il est besoin de batailles militantes, nationales comme locales, il est besoin dans le respect de l'autonomie de chacun de travailler avec les acteurs sociaux et leurs organisations.

Plus largement, il est besoin que sur tout le territoire, celles et ceux, membres de partis politiques ou pas, qui veulent rejoindre le combat pour une alternative de gauche, sociale, écologiste et démocratique puissent avoir les moyens de le faire.

Est-ce que cela se fera au détriment des partis politiques et du PCF ?

Au contraire, et nous le savons très bien. Chaque fois que notre parti s'est mis au service d'un grand mouvement populaire, qu'il a été au rendez-vous de l'histoire et s'est engagé tout entier dans l'unité et au service de l'émancipation, **alors il s'est vu renforcé dans ses rangs militants et dans ses résultats électoraux car reconnu comme utile au peuple.**

Le compte à rebours est enclenché dans la bataille face à l'extrême-droite. D'autant qu'Emmanuel Macron est en train d'accélérer son remodelage de la France.

Alors dès aujourd'hui, les communistes proposent aux forces de la Nupes de lancer de grandes mobilisations communes en 2023 pour les retraites, pour la reconquête de la maîtrise publique de l'énergie, pour de grands plans d'investissements dans les services publics de la santé, de l'école, du ferroviaire et de la rénovation thermique de l'habitat.

Ces batailles pourraient construire dès 2023 un véritable élan d'engagement populaire. Elles devront se concrétiser par des conquêtes de pouvoirs lors des échéances électorales à venir, jusqu'aux prochaines échéances nationales.

5

2023-2027 : une stratégie communiste claire pour des victoires dans les urnes

Après une première année de mandat sans élection, 2023, 2024, 2026 puis 2027 verront chacune la tenue de scrutins, aux contours et aux enjeux très divers. Malgré cette hétérogénéité et tout en tenant compte de la spécificité de chaque élection, le PCF ambitionne d'aborder toutes ces consultations démocratiques dans la cohérence d'une même ligne stratégique. Des sénatoriales aux européennes, des municipales à la présidentielle, tous nos efforts seront tendus vers la victoire de l'union populaire.

En septembre 2023 lors des élections sénatoriales, nous aurons à conforter notre résistance face à la droite au Sénat. L'enjeu n'est pas à sous-estimer : on a vu depuis la réélection de Macron combien la majorité sénatoriale LR joue un rôle nocif sur l'indemnisation chômage, l'immigration ou les retraites. Nous pourrions nous appuyer sur l'expérience de milliers d'élus locaux, grands électeurs lors de ce scrutin, tout comme sur le riche bilan du groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE). Dans un contexte où les libertés communales sont mises en coupe réglée par la politique gouvernementale et la crise énergétique, les candidat·es communistes se font dès à présent les porte-voix des élu·es, des collectivités et des populations.

Neuf mois plus tard, au printemps 2024, les élections européennes se tiendront dans les 27 pays de l'UE, probablement sous l'intense pression des forces nationalistes du continent. Avec le PGE et toutes les forces de gauche en Europe avec lesquelles nous travaillons activement, notamment dans le Forum européen, nous voulons renforcer le groupe de La Gauche au Parlement européen et retrouver des eurodéputé·es communistes. L'absence d'élus communistes français·es dans un groupe que nous avons naguère dirigé, constitue en effet un grave échec, sans précédent depuis 44 ans.

Nous pourrions lancer dès à présent le débat autour de grands objectifs de transformation de l'Union européenne, comme la transformation du marché européen de l'électricité, pour faire baisser nos factures ; l'abandon du pacte budgétaire pour pouvoir financer les services publics ; la décarbonation de nos productions au service du social et de l'écologie ; la sécurisation des

droits de tou·tes les travailleurs et travailleuses ubérisé·es d'Europe ; la transformation de la Pac au service d'une agriculture de qualité ; la baisse des dépenses d'armement au service d'une sécurité collective de paix... **Une convention du PCF largement ouverte pourrait très vite élaborer ces objectifs et proposer alors à toutes celles et ceux qui les partagent de construire une liste de large rassemblement.**

En mars 2026, les élections municipales constitueront un enjeu majeur pour le pays. En raison de la place du service public communal dans le quotidien des Français·es d'abord, mais aussi parce que cette échéance constituera un test majeur de la capacité de la gauche à l'emporter sur des centaines de territoires, à un an de l'élection présidentielle. Notre ambition est de prendre le temps de construire, avec les citoyen·nes, des projets municipaux de transformation écologique, sociale et démocratique.

Dès la fin de l'année 2023, nous lancerons ce processus en désignant des porte-paroles communistes dans toutes les communes, pour organiser l'indispensable travail d'implication populaire et unitaire. Les politiques publiques conduites aujourd'hui par nos élu·es en gestion seront autant de points d'appui pour conquérir de nouvelles communes. En ce sens, la nouvelle Coopérative des élu·es communistes, républicains et citoyens aura un vrai rôle à jouer pour partager les expériences et les savoir-faire à l'échelle de tout le pays.

Enfin à l'automne 2026 devraient s'ouvrir les campagnes présidentielle et législatives. Elles rythmeront alors le débat politique dans le pays jusqu'à l'été 2027. Dès à présent, nous pourrions construire ces échéances avec comme objectif majeur de construire une nouvelle majorité législative de gauche en France. Cette priorité est encore renforcée par l'absence de majorité pour Macron, qui a revalorisé l'échéance parlementaire dans les consciences. **La campagne présidentielle sera elle aussi décisive en tant que telle. Elle devra être abordée bien en amont**, par les communistes, en évaluant la campagne de 2022 comme l'ensemble des paramètres de la nouvelle situation politique.

6

Le parti de l'initiative communiste

Notre analyse de la société et du monde actuel, avec toutes leurs contradictions, **révèlent des capacités d'action et d'initiative nouvelles de la part d'un nombre grandissant de femmes et d'hommes, de jeunes qui prennent conscience du danger du capitalisme pour le devenir de l'humanité.** Pour les concrétiser, notre pratique politique et l'organisation de notre parti doivent être entièrement tournées vers cette ambition. Elles doivent s'appuyer sur notre stratégie de maîtrise par le peuple lui-même des transformations sociales à opérer.

Notre parti est un parti d'action, d'engagement et d'initiative pour la visée communiste. Nous entendons alimenter une logique d'émancipation humaine concrète dans les luttes du présent, qui redonne du sens à l'engagement, qui fasse **rayonner l'idée communiste pour ce qu'elle est, un engagement dans le mouvement de transformation porté par la société elle-même.**

C'est sur ces objectifs que doit se fonder le fonctionnement du Parti communiste français, de ses pratiques et de son organisation. Un tel mouvement ne peut se construire sur la base d'une logique délégataire, de ralliement ou de soutien. Il suppose **une démarche politique qui rende le peuple acteur.**

Répondre à ces défis suppose un parti de masse largement implanté dans les entreprises et dans l'ensemble de la vie de la société. **Nous proposons de faire des deux années 2023 et 2024 deux grandes années d'adhésion et d'accueil dans le Parti communiste français.** Nos portes doivent être grand ouvertes.

Cela suppose une maîtrise des enjeux du monde par la formation de chaque adhérent·e, et donc **une véritable offre de formation théorique, politique et pratique mise à disposition de chacun·e.** Cette campagne nationale de formation de chaque adhérent·e, doit s'accompagner **d'une bataille pour développer la diffusion et la lecture de l'Humanité, et toute la presse communiste.**

Cela suppose une activité et une conception de l'organisation qui repose **sur la capacité de prise d'initiative des adhérent·es,** là où elles et ils sont et sur des sujets très différents, avec comme point commun le rôle du mouvement populaire.

Tout doit être articulé autour d'une double logique : proximité géographique et richesse thématique. Croiser ces deux dimensions permettrait aux cellules et sections, censées être au cœur de notre activité politique, de pouvoir vraiment répondre à la complexité des questions et au déferlement idéologique des médias au service du capital. **En ce sens, revitaliser les commissions de travail comme les réseaux thématiques est essentiel.**

La possibilité de se réunir au-delà des périmètres d'organisation pour travailler en commun à l'analyse de tel ou tel problème et aux moyens politiques de les traiter (voir avec des aides extérieures) doit devenir beaucoup plus courante. De telles initiatives doivent également permettre **une mise en synergie de l'activité militante et de l'action de nos élu·es.**

Il est nécessaire de passer le cap de l'initiative communiste au plus près des habitantes et habitants, des salarié·es, de la réalité vécue dans chaque territoire et à partir de là construire avec elles et eux, réponses immédiates et perspective transformatrice. **L'analyse concrète des réalités concrètes comme base de toute construction politique,** à tous les niveaux d'organisation, voilà bien un des enseignements de Marx toujours d'actualité.

Le développement des capacités d'action de chaque adhérent·e est la garantie du meilleur rayonnement politique possible de notre parti.

Parallèlement, il nous faut développer le travail théorique, l'échange avec de nombreux chercheurs qui posent le besoin de revisiter la pensée de Marx et d'autres pensées révolutionnaires face aux enjeux du présent. Il en va de même sur de nombreuses thématiques avec celles et ceux qui dans la société cherchent des réponses nouvelles dans des domaines aussi divers que la paix, les enjeux du numérique, l'économie sociale et solidaire, le devenir de l'agriculture et l'alimentation...

Prendre des initiatives publiques sur ces terrains contribue à disputer l'hégémonie idéologique du capital, mais nous permet aussi **d'entrer en dialogue, en réflexion, en confrontation, en actions communes avec celles et ceux qui agissent d'ores et déjà pour inventer d'autres possibles.**

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

AGGOUNE Fatiha (94) • ALEZARD Gérard (75) • ALLÉGREY Yvonne (26) • ALLOUX Patrick (48) • ALTMAN Sylvie (94) • AMIABLE Marie-Hélène (92) • ANDREOLETY Denis (78) • ANNOOT Jack (80) • APEL-MULLER Patrick (71) • AQUA Jean-Noël (75) • ARGENTIN Chloé (76) • ASPINAS Gilles (13) • AUBRY Josselin (94) • AUGUSTE François (38) • BARBERA-BOYER Myriam (34) • BASCOULERGUE Alain (63) • BASSARI Michel (38) • BAUDRY Viviane (09) • BAZINET Maryse (17) • BELHOMME Jacqueline (92) • BENMEBAREK Jugurtha (95) • BERGONSO Maxime (35) • BERNIER Laurence (39) • BIANCARELLI-LOPES Aurélie (13) • BILLOUT Michel (77) • BLACHÈRE Muriel (30) • BLANDIOT-FARIDE Charlotte (77) • BLOSSIER Hugo (86) • BODIN David (79) • BONNAREL François (67) • BORTOT Pascal (57) • BORTOT Hadrien (75) • BORVO COHEN-SEAT Nicole (75) • BOSCHERON Evelyne (75) • BOU Jean-Luc (34) • BOUGAULT Helene (30) • BOUGET Vincent (30) • BOURASSEAU Luc (42) • BOURNOT-POULET Sophie (06) • BOURSIER Marie-Pierre (92) • BOUTRIH Sofia (93) • BOUYSSOU Philippe (94) • BRAMY Hervé (93) • BRÉFORT Françoise (38) • BRUN Jean-Michel (91) • BRUNEL Daniel (77) • BRYNHOLE Marc (45) • BUFFET Marie-George (93) • BUY Jean-Bernard (38) • CADAYS Corinne (93) • CATHENOZ Jean (21) • CAZENEUVE Roland (65) • CESBRON Jean (85) • CHAMBON Dominique (78) • CHAMBRELAN Francis (27) • CHARLES Jean-Pierre (18) • CHARVIN Robert (06) • CHAZAL Éliane (74) • CLÉMENT Robert (93) • CLOIX Chantal (71) • COHEN Fabien (94) • COHEN Laurence (94) • COHEN-SEAT Patrice (75) • COTTENCEAU Gérard (44) • COTTENCEAU Marie-Claude (44) • CRU Daniele (39) • CULIÉ Marie-Claire (81) • CYMBLER Alain (30) • DARMON Gabriel (13) • DAUMIN Stéphanie (94) • DAVISSE Françoise (93) • DE ALMEIDA Isabelle (21) • DECHERY Edmond (69) • DEJEU Michel (85) • DELANOUE Jean-Claude (41) • DESAPHIE Franck (03) • DESCHAMPS Bernard (30) • DEVERS-DREYFUS Nicolas (78) • DI FRANCESCO Giovanni (30) • DIONISI Jean-Charles (20) • DJADOUN Manel (92) • DJENNANE Mohamed (93) • DOUSSIN Jean-Marie (93) • DUBOURG Alain (65) • DUCOL Jacques (37) • DUFFOUR Michel (92) • DUGUET Daniel (22) • DUMAS Cécile (95) • DURIEZ Jean-Marie (59) • ELORRI Mireille (33) • ENTRAYGUES Serge (81) • ESTAGER Yves (59) • EXPOSITO Albert (31) • FAJON Martine (95) • FAUCILLON Elsa (92) • FAVIER Christian (94) • FEURTET Daniel (93) • FITER Françoise (66) • FLEY Anaïs (92) • FOIRET Christian (41) • FOISSAC Roland (81) • FONTANA Loris (74) • FONTÈS Claudie (31) • FRIOT Bernard (06) • FRISE Catherine (03) • FROMONTEIL Gilles (86) • GAILLANNE Fanny (75) • GALLAIS Benoît (49) • GALLAIS Joël (56) • GALLOIS Mathieu (45) • GARCIA Nadine (92) • GARCIA Edgard (93) • GARNIER Gilles (93) • GASPON Nicole (66) • GAU Jean-François (75) • GAYRAUD Martine (30) • GAYSSOT Serge (48) • GÉMINEL Grégory (94) • GENEVÉE Frédéric (94) • GENTHON Laureen (92) • GHERSI-BURRIER Marie-France (89) • GHIATI Vanessa (92) • GINDIN Claude (75) • GIRARD Sophie (07) • GONTHIER-MAURIN Brigitte (92) • GOUTMANN Serge (77) • GRADOR Dominique (19) • GRANGIE Jean-Pierre (60) • GRÉDER Joëlle (82) • GRELAUD Alain (33) • GUERREIRO Antoine (94) • GUÉVILLE Claire (76) • GUILLAUD-BATAILLE Fabien (94) • GUISSANI Roland (13) • HALOUI Fabienne (84) • HARRIS Florence (86) • HAYOT Alain (13) • HEMON Julien (86) • HENROT Dominique (06) • HERIN Huguette (72) • HIVERNET Madeleine (92) • HOURS Elisabeth (30) • HULOT Serge (94) • INJEY Robert (06) • IRAGNES Gérard (46) • JACQUART François (07) • JAY Marie (94) • JOUBERT Philippe (56) • JOULAIN Anne (86) • KACZMAREK Jean luc (13) • KACZMAREK Freddy (59) • KENNEDY Jean-Claude (94) • KERGOAT Philippe (92) • LABBE Manuel (76) • LABERGERE Eric (19) • LANDAIS Jean-Pierre (44) • LANGEOIS Christian (14) • LANGEOIS Michèle (14) • LANOY Denis (30) • LARNAUD Gilles (20) • LARONZE Fleur (67) • LAURENT Gérard (49) • LAURENT Pierre (75) • LAVEDRINE Jeannine (03) • LE BIHAN Claudie (78) • LE BIHAN Gabrielle (83) • LE BOURNAULT Elisabeth (07) • LE BRONZE Marcel (44) • LE CORNEC Alain (49) • LE GOFF Anick (24) • LE HYARIC Patrick (93) • LE LANN Yann (92) • LE MEUR Aurélie (93) • LE MOING Jean-Louis (41) • LE NOZERH Martine (29) • LE PENNEC Christiane (45) • LEQUENTREC Yannick (46) • LEBAIL Danielle (69) • LECHEVALLIER Eric (50) • LECLERC Patrice (92) • LECROQ Émilie (93) • LECROQ Guy (93) • LEFORT Jean-Claude (94) • LEJARRE Béatrice (67) • LEMAIRE Jean-Malik (66) • LEMARCHAND Laurent (76) • LEMARIE François (37) • LÉONARD Emmanuel (41) • LEPRÊTRE Michel (94) • LEPROUST Gilles (72) • LESAGE Michèle (07) • LESPADE Jean-Marc (40) • LIBERTI François (34) • LOPEZ Luis (37) • LORAND Isabelle (94) • MAGNON Nadège (92) • MANTELET Bertrand (69) • MARAVAL Zoé (86) • MARCAUD Marie-France (69) • MARCELOT Annie (01) • MARLHOUX Daniel (07) • MASURE Hélène (60) • MATHURIN Isabelle (75) • MAURIÈRES Patrick (81) • MAYER Sylvie (41) • MAZAUROUX Claude (30) • MAZET Gérard (75) • MENDELSONN Christine (13) • MEREAU Sophie (92) • MESLIAND Anne (13) • METZ Jean-Baptiste (50) • MEYROUNE Anna (89) • MEYROUNE François (89) • MIACHON Claude (69) • MICHELET Jacques (78) • MIGNOT Didier (93) • MISSIR Stéphanie (22) • MISSLIN Sarah (94) • MONNET Pierrick (01) • MORAGA Nuria (33) • MORANNE Brigitte (93) • MOULY Frank (77) • MUZEAU Roland (92) • NAGET Camille (75) • NATIVI Martine (06) • NICOL Jacques (12) • NOËL Marjorie (95) • NOËL Philippe (95) • NOUAILLE Michel (91) • ORIOL Daniel (38) • ORTEGA Clément (95) • ORTHET Pierre (13) • PASSAT Alain (03) • PEREA Laurent (24) • PEREIRA Bernard (63) • PEREZ Martine (12) • PERRON Gérard (56) • PERROT Michèle (89) • PETIT-MICHELETTI Marie-Jeanne (20) • PEU Stéphane (93) • PFISTER Christel (42) • PIEL Gérard (06) • PIERRE Liliane (94) • POMPOUGNAC Hugo (92) • POTTIER Caroline (85) • POUX Gilles (93) • POZE Claire (13) • POZE Michel (28) • QUÉTIER Jean (67) • RABARDEL Evelyne (94) • RAUZE Marjolaine (13) • RAVACHE Gilles (01) • RAYMOND Judith (29) • RAYNAL Alain (82) • REGNAULT Marc (22) • REIS Bruno (92) • RENÉ Nathalie (69) • RIOUAL Jean-Pierre (76) • ROGE Henri (27) • ROMESTANT Daniel (64) • ROSIER Bruno (72) • ROUDIER Alain (23) • ROZEMBERG Christine (31) • RUIZ Katia (33) • SAINT GAL Nora (94) • SALAMONE François (91) • SALLÉ Edwige (18) • SAMARBAKSHH Lydia (75) • SANSU Nicolas (18) • SCHOENE Edouard (38) • SCHWEITZER Marc (95) • SHEEHAN Richard (78) • SIMON Claude (28) • SIMONNET Nathalie (93) • SKOWRONEK Annabelle (32) • SMITH Bradley (92) • SOULET Ghislaine (30) • SUAU Jean-Michel (30) • TACONET Vincent (33) • TAHANI Taoufiq (92) • TAILLANDIER Jean-claude (78) • TERRADE Odette (94) • TORDJMAN Patricia (94) • TORRE Pascal (75) • TRAPIER Pierre (26) • TRIGUERO Jean (09) • TRIPET Dominique (45) • TRIPIER Maryse (92) • TURAN Hülliya (67) • URBACH Jean-Claude (83) • VALBON Antoine (13) • VANDAMME Hugo (59) • VASSEUR Bernard (93) • VIEU Marie-Pierre (65) • VILAINE Michel (89) • VUILLERMOZ Jean (75) • WURTZ Francis (67) • ZIELINSKI Christian (86) • ZOGHEBI Henriette (93) • ZUBKOV Rustam (77)